

Les Québécois et les Québécoises connaissent le Canada. C'est leur pays. Ils y ont toujours eu leur place. Ils savent que le Canada peut être amélioré afin de mieux répondre à leurs aspirations et ils le prouveront en votant non le 30 octobre prochain.

* * *

LA CAMPAGNE RÉFÉRENDIAIRE

M. Francis G. LeBlanc (Cap-Breton Highlands—Canso, Lib.): Monsieur le Président, un des principaux arguments utilisés par les porte-parole séparatistes pour justifier leur projet de séparation du Québec est la question de la protection et de la survie de la langue française.

On prétend que le français est en danger au Québec et que la seule façon d'en assurer l'avenir, c'est de briser le Canada le 30 octobre prochain.

Comment les séparatistes peuvent-ils tant exagérer au sujet de la langue française, alors qu'ils s'apprêtent, avec leur projet de séparation, à condamner à l'isolement plus d'un million de francophones hors Québec.

Au Canada, le français ne connaît pas de frontières, de couleur et de race. Le 30 octobre prochain, les Québécois et les Québécoises diront non à l'abandon de nos millions de voisins francophones et un Québec fort demeurera dans un Canada également fort et uni.

* * *

• (1410)

LA CAMPAGNE RÉFÉRENDIAIRE

M. Roger Pomerleau (Anjou—Rivière-des-Prairies, BQ): Monsieur le Président, voilà comment était commentée la position du premier ministre du Canada à l'égard du Québec, en mai 1990, et je cite: «Il a fait campagne pendant un an sur le dos du Québec en disant au Canada anglais qu'il n'y aurait pas de problème au Québec si l'Accord du lac Meech échouait.»

Qui était l'auteur de ce commentaire? Un souverainiste? Pas du tout. C'est l'actuel ministre des Finances qui dénonçait l'intransigeance du premier ministre du Canada face aux revendications québécoises.

Le premier ministre du Canada peut bien essayer de réécrire l'histoire en se donnant le rôle de «Capitaine Québec», mais les Québécoises et les Québécois se rappellent que celui qui tirait les ficelles pour faire échouer l'Accord du lac Meech, qui tentait de satisfaire les demandes minimales du Québec pour réintégrer la Constitution canadienne, n'est nul autre que le «p'tit gars de Shawinigan».

Si nous votons non, nous remettons le sort du Québec entre les mains de celui, et je cite son ministre des Finances, «qui est allé à Ottawa pour remettre le Québec à sa place.»

Article 31 du Règlement

LA CAMPAGNE RÉFÉRENDIAIRE

M. Bob Ringma (Nanaïmo—Cowichan, Réf.): Monsieur le Président, le Québec est-il une société distincte, oui ou non?

Nous, les réformistes, le croyons, mais nous croyons aussi que les autres provinces ont aussi des éléments distincts.

D'après nous, toutes les provinces devraient avoir le même statut à l'intérieur de la Confédération, tout comme les Canadiens devraient être égaux aux yeux de la loi.

Alors, nous arrivons donc à la conclusion qu'il est possible d'assurer l'égalité et la reconnaissance des langues et des cultures. Il suffirait donc de donner aux provinces la responsabilité première en matière de langue et de culture.

* * *

LA CAMPAGNE RÉFÉRENDIAIRE

Mme Pierrette Ringuette—Maltais (Madawaska—Victoria, Lib.): Monsieur le Président, les propos méprisants que la députée bloquiste de Rimouski—Témiscouata a tenus à l'endroit des francophones hors Québec sont absolument inacceptables. Ils illustrent bien les dangers que représente le programme séparatiste pour les francophones des autres provinces.

Les francophones du Canada savent très bien maintenant qu'un Québec séparé ne sera aucunement intéressé à mettre en place quelque mesure que ce soit afin de favoriser le rayonnement de la francophonie canadienne.

Les Québécois et les Québécoises, quant à eux, sont très sensibles à la question de la protection de la langue française. Ils n'accepteront pas que la séparation du Québec mette en péril l'avenir de plus de un million de leurs compatriotes francophones.

Le 30 octobre, ils voteront non parce qu'ils ne veulent pas que la langue française disparaisse au Canada. Nous ne laisserons pas le magicien séparatiste et sa baguette magique nous faire disparaître.

* * *

LA CAMPAGNE RÉFÉRENDIAIRE

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell, Lib.): Monsieur le Président, les francophones hors Québec ont continué tout au long de la fin de semaine à réagir aux propos inacceptables de la députée bloquiste de Rimouski—Témiscouata.

Nous nous rappelons tous que la députée bloquiste a déclaré en Chambre, la semaine dernière, et je la cite: «D'après Statistique Canada, il y a un million de francophones hors Québec bien sûr. Mais il y en a juste 640 000 qui utilisent la langue française. Ils sont assimilés... Pouf les francophones!» disait-elle en riant de nous, les francophones hors Québec.

Le directeur général de l'Association canadienne française de l'Alberta, M. Georges Arès, a déclaré, et je le cite: «L'avenir des francophones de l'Alberta est plus prometteur que jamais.» M. Arès se référait entre autres à l'engagement du premier ministre Ralph Klein quant à la gestion scolaire des Franco-Albertains.